



La Plaine sur mer

MAIRIE DE LA PLAINE-SUR-MER

LOIRE-ATLANTIQUE

Arrêté n° 2025-119-AF

Objet : Arrêté portant permission de voirie au profit de VEOLIA EAU pour des travaux situés bd des Nations Unies et devant être réalisés par un tiers.

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,

Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 26 mars 2025, par laquelle l'entreprise VEOLIA EAU située rue Paul Langevin - 44210 PORNIC, demande une autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public,

Considérant que l'intégrité du Domaine Public doit être préservé,

Considérant que les travaux projetés seront réalisés par un prestataire tiers sous la responsabilité de VEOLIA EAU,

ARRÊTE

Article 1 – Permission de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à faire réaliser, les travaux projetés, sur le domaine public. Nature des travaux : Branchements d'eaux usées et d'eau pluviale.

La présente permission de voirie s'impose au sous-traitant intervenant pour le compte du bénéficiaire, elle sera visée dans l'arrêté d'autorisation de voirie, portant réglementation de la circulation qui lui sera délivrée.

Article 2 – Prescriptions techniques

Prescriptions générales

Sauf prescriptions particulières, les réfections définitives seront à l'identique de l'existant. Les Ouvrages hors sol seront coté précisément avant travaux.

Prescriptions particulières

- 1) Les présentes prescriptions ne concernent que les emprises Communales. Pour les emprises Départementale, le bénéficiaire doit recueillir les prescriptions des services de la délégation du Pays de Retz.
- 2) Les prescriptions du département pour la réfection de la chaussée sont transposables pour les emprises communales afin d'assurer une uniformité des revêtements.
- 3) Si l'emprise des travaux impacte les arrêts de transport en commun, le bénéficiaire doit prendre attache auprès du service transport de PAPdR pour les prescriptions nécessaire à la continuité du service public.
- 4) Les éventuels dépôts de matériaux se feront dans l'emprise du chantier de terrassement sur les dispositions de l'arrêté n° 2025_068_CTM.
- 5) Le tiers intervenant devra déposer sa demande d'autorisation de voirie et de réglementation de la circulation en joignant le présent arrêté. Il aura obligation d'afficher les deux arrêtés sur site.

6) Si des marquages routiers sont impactés par les travaux, ils devront être repris à l'identique avant réouverture de la circulation pour assurer la continuité de la réglementation de police.

7) Pour le positionnement des accessoires de réseau (BAC, citerneau, etc.) le bénéficiaire devra obtenir la validation écrite du gestionnaires de la voirie pour les positionnements. Sera notamment vérifié que les accessoires restent positionnés sur domaine public communal.

Article 3 – Sécurité et signalisation du chantier

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son chantier. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 4 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la Collectivité comme en matière de contributions directes

Article 5 – Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 – Délais et voie de recours

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes, 6 Allée de l'île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le bénéficiaire peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision

La Plaine-sur-Mer, le 1 avril 2025

Le Maire,
Danièle VINCENT



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 0610111978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification, qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service voirie de la Mairie de LA PLAINE SUR MER.

Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz,
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer